

Une nouvelle ère incertaine en Syrie : entre continuité autoritaire et ascension djihadiste

Akram Kachee, PROPOS RECUEILLIS PAR **Lyna Ouandjeli**

DANS **EISMENA 2025/2 N° 2**, PAGES 23 À 28

ÉDITIONS **EUROPEAN INSTITUTE FOR STUDIES ON THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA**

Date de mise en ligne : 15/09/2025

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-eismena-2025-2-page-23?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour European Institute for Studies on the Middle East and North Africa.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Une nouvelle ère incertaine en Syrie : entre continuité autoritaire et ascension djihadiste

Propos recueillis par Lyna Ouandjeli

Akram Kachee est chercheur spécialiste de la question syrienne. Il est docteur en science politique et a enseigné l'arabe à Sciences Po Lyon.

Lyna Ouandjeli : Ma première question pour essayer de comprendre un peu plus les défis que rencontrent Ahmed al-Charaa et ce gouvernement de transition est la suivante : quels mécanismes de justice transitionnelle le gouvernement d'Ahmed al-Charaa envisage-t-il pour répondre aux crimes commis pendant la guerre, y compris ceux du régime Assad et des groupes armés ?

Akram Kachee : Il est difficile de nommer ce qui se passe aujourd'hui en Syrie tant les événements sont inédits. Pour la première fois, un groupe djihadiste salafiste affilié idéologiquement à Al-Qaïda semble accéder au pouvoir. Cette transformation s'inscrit dans un contexte régional bouleversé, où depuis un an, Benjamin Netanyahu s'emploie à affaiblir « l'axe de la résistance »²⁶. Le maillon faible de cet axe était la Syrie de Bachar al-Assad, affaibli par des années de corruption, de clientélisme²⁷ et de guerre. Depuis 2019, alors qu'on pensait qu'il sortait vainqueur du conflit, son armée et son économie ont continué de se dégrader. Malgré des tentatives internationales pour réintégrer la Syrie dans le jeu diplomatique, notamment par le biais des réouvertures d'ambassades par les États-Unis, la Russie, la Turquie, l'Iran, l'Europe ou encore la Ligue arabe, le régime d'Assad semblait à bout de souffle. De nombreux acteurs envisageaient déjà une transition vers un autre leadership. C'est dans ce contexte que l'ancien diplomate américain Robert Ford aurait rencontré, dès 2023, Ahmed al-Charaa, figure montante de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), dans l'idée de le transformer « d'émir djihadiste en homme politique ». Certains chercheurs voyaient déjà en HTC un exemple de « déradicalisation par le haut », tentant d'évoluer vers une forme de gouvernance politique. À Idlib, un embryon d'État avait vu le jour. À Damas, cependant, un décalage croissant s'est installé entre discours officiel et réalité sur le terrain. Si des avancées ont été notées — levée partielle de sanctions, investissements étrangers — les problèmes structurels persistent : corruption endémique, absence de démocratie, confiscation du pouvoir. Ce schéma, hérité du régime Assad, se reproduit. Le pouvoir reste patrimonialisé, confondu avec des intérêts privés, comme dans d'autres régimes autoritaires de la région (Irak, Libye, Égypte). Le nouveau régime en gestation reproduit les erreurs du passé. Il concentre le pouvoir entre les mains d'al-Charaa via une « déclaration constitutionnelle »²⁸ instaurant un système ultra-présidentiel. Le poste de Premier ministre est supprimé, le lien entre le peuple et le gouvernement est rompu. Des

²⁶ **Note de l'éditeur** : L'axe de la résistance désigne une alliance politique et militaire informelle entre l'Iran et la Syrie et les mouvements armés/milices comme le Hezbollah libanais, les milices irakiennes (ex: Hachd al-Chaabi), les Houthis au Yémen, le Hamas palestinien (entre autres) et d'une certaine mesure les divisions fatimides afghanes.

²⁷ **Note de l'éditeur** : Le clientélisme en politique signifie un mode de fonctionnement dans lequel des responsables politiques distribuent des ressources politiques (emplois, aides sociales...) en échange d'un soutien électoral ou d'une fidélité politique. Ce système repose sur des relations personnalisées, souvent informelles, entre « patrons » et « clients », et tend à affaiblir les institutions démocratiques, la transparence et l'égalité devant la loi.

²⁸ **Note de l'éditeur** : Hélène Salon, « En Syrie, la déclaration constitutionnelle instaure un régime présidentiel fort », *Le Monde*, 14 mars 2025. Disponible via le lien suivant : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/14/en-syrie-la-declaration-constitutionnelle-instaure-un-regime-presidentiel-fort_6580922_3210.html

proches sont placés à des postes clés — son frère notamment, pressenti comme vice-président. Aucun mécanisme électoral légitime ne vient fonder ce pouvoir.

Pire encore, des combattants étrangers membres de HTC — entre 20 et 30% de ses forces — devraient obtenir la nationalité syrienne, être intégrés à l'armée et occuper des postes dans l'administration. On assiste à une militarisation du pouvoir et à la reproduction de l'erreur commise en Irak en 2003, avec la débaasification : des purges massives remplacent des fonctionnaires compétents par des individus loyaux au nouveau régime. Les institutions du futur régime suscitent de vives inquiétudes. Le Parlement ne sera pas élu au suffrage universel : un tiers sera nommé directement par al-Charaa, les deux autres tiers par une commission également désignée par lui. De plus, il prévoit la création d'un « Conseil de jurisprudence islamique » composé de quinze membres, dont huit viendront directement d'Idlib et seront affiliés à HTC. Leur mission : contrôler la conformité des lois à la charia. Loin d'une déradicalisation, cela annonce une nouvelle phase d'islamisation rigide du pouvoir, même au sein de la majorité sunnite, où le mécontentement grandit. La centralisation autoritaire se heurte aux revendications croissantes des minorités : alaouites, druzes et Kurdes réclament une décentralisation du pouvoir. Ce projet est soutenu par certains pays étrangers : la Turquie appuie al-Charaa dans l'espoir d'éviter un fédéralisme kurde, tandis qu'Israël semble voir dans l'éclatement de la Syrie une opportunité stratégique. Enfin, la question de la justice transitionnelle reste un point de tension. Al-Charaa y était initialement opposé, craignant que ses propres milices soient visées. Mais face à la pression internationale, notamment après des massacres dans le sud du pays, des commissions ont été créées — sans réel effet jusqu'à présent. L'absence de volonté de rendre justice pourrait pousser certaines communautés à appeler à une intervention étrangère. Quant à l'armée, elle n'est plus qu'un agrégat de milices. Ces groupes armés sont payés non par l'État syrien, mais via des circuits parallèles — souvent alimentés par des puissances étrangères ou par l'économie de guerre. Cela achève de fragiliser l'idée même d'un État syrien unifié.

Lyna Ouandjeli : Comment l'État syrien entend-il transformer son économie de guerre en économie productive, équitable et tournée vers l'investissement durable ? Il y a quelques jours encore, une entreprise du Golfe a manifesté son intérêt pour investir dans le secteur des télécommunications en Syrie, laissant au régime jusqu'au 10 juin pour répondre à cette offre. Cet exemple illustre les tentatives de relance économique dans un pays où l'économie formelle reste extrêmement fragilisée. Parallèlement, une question centrale peut découler de ma question principale. Comment sortir d'une économie informelle structurée entre autres autour du trafic de captagon ? Ce commerce illicite a constitué une source de revenus pour le régime, lui permettant notamment de financer une partie des salaires de ses fonctionnaires et de maintenir un semblant de stabilité économique. De plus, un autre enjeu majeur est la reconstruction d'une économie agricole, autrefois pilier de la Syrie. Comment le gouvernement peut-il relancer ce secteur stratégique et durable ?

Akram Kachee : Depuis 2011, la Syrie s'est structurée autour de ce que l'on appelle aujourd'hui une véritable *économie de guerre*, fondée sur la violence, la criminalité et l'exploitation des réseaux informels. Checkpoints, trafics de drogue (notamment le captagon), d'armes et autres pratiques illicites ont permis au régime de financer son effort de guerre. Dans ce cadre, la Syrie a fonctionné comme un narco-État, tout en subissant également une destruction massive de son patrimoine culturel et économique. Et cette dynamique n'a pas encore pris fin. Aujourd'hui, un nouveau paradoxe émerge : le régime, notamment dans les zones sous contrôle de Hayat Tahrir al-Cham comme à Idlib, adopte

une logique néolibérale²⁹. Il met en place une économie de marché, libéralise les prix (y compris celui du pain, produit hautement sensible), et abaisse les droits de douane, ouvrant la voie à l'importation de produits turcs, souvent moins chers que les produits locaux. Cette politique est extrêmement risquée : dans un contexte de post-conflit, les États passent généralement par des mesures protectionnistes pour reconstruire (comme la France après 1945, ou même les États-Unis sous Trump). Ce n'est pas la première fois que la Syrie adopte ce type de politique : en 2006, l'accord de libre-échange signé avec la Turquie avait déjà causé d'énormes pertes économiques (entre 3 et 4 milliards de dollars), entraînant une vague de chômage de masse. De nombreux travailleurs licenciés avaient rejoint les quartiers informels, et la colère sociale s'était progressivement transformée en violence. Nous risquons aujourd'hui de reproduire le même schéma. Le secteur agricole, autrefois pilier de l'économie syrienne, est abandonné. Il n'est ni protégé ni subventionné, alors qu'il est déjà fragilisé par les violences, notamment sur la côte (blé, agrumes) où les terres sont ciblées par des milices issues des périphéries. Ce cycle de marginalisation rurale dure depuis les années 1960. Par ailleurs, le régime semble concentrer ses efforts sur la diplomatie internationale — notamment en cherchant à faire lever les sanctions — au lieu de relancer réellement l'économie intérieure. Les investissements les plus récents, comme le contrat attribué à une entreprise syrienne liée à l'ancien régime (Muhammad Hamsho, proche de la famille Assad), illustrent ce retour à un capitalisme de connivence : absence de transparence, absence d'appels d'offres, pratiques clientélistes. Le contrat de 7 milliards de dollars pour la rénovation des centrales électriques, vraisemblablement surévalué, montre que le peuple syrien en paiera le prix, sans en tirer les bénéfices. Enfin, les politiques sociales et économiques mises en œuvre restent floues et déséquilibrées : licenciements massifs sans protection sociale, remplacement par du personnel recruté à des salaires beaucoup plus élevés (notamment issu d'Idlib ou des réseaux HTC), absence de vision pour les banques centrales, la monnaie ou le marché du travail. Cela crée les conditions d'une nouvelle instabilité sociale, dans un contexte déjà tendu sur les plans communautaire et politique.

Le régime semble reproduire les erreurs de 2011 : marginalisation des villes, chômage de masse, inégalités croissantes. Et pourtant, le peuple syrien, profondément épuisé par la guerre, semble aujourd'hui prêt à tourner la page. Une occasion historique pour Ahmed al-Charaa, à condition qu'il ouvre le champ politique et prenne en compte les demandes sociales. Pourquoi insister sur la dimension politique ? Parce qu'en Syrie, l'économie est indissociable de la politique. Il ne peut y avoir de relance économique sans transition politique claire.

Lyna Ouandjeli : Quels sont les principaux axes de la transition politique entamée sous Ahmed al-Charaa, et comment rompent-ils avec les logiques autoritaires de l'ancien régime ? Je vous pose cette question, malgré le fait qu'au vu de vos réponses, on a l'impression qu'il n'y a pas de coupure profonde avec les techniques de l'ancien régime. Donc peut-être selon vous, comment peut-il se démarquer des pratiques néfastes de ses prédécesseurs ?

Akram Kachee : Vous avez tout à fait raison : ce que nous observons aujourd'hui en Syrie relève d'une continuité du régime autoritaire. Les pratiques du passé sont reconduites. La démocratie n'a jamais été une priorité, et d'ailleurs, le mot lui-même n'est pas prononcé. Le report des élections à cinq ans confirme cette logique : le régime cherche à gagner du temps pour consolider son contrôle,

²⁹ **Note de l'éditeur** : La logique néolibérale est une orientation politique et économique fondée sur la primauté du marché, la dérégularisation, la réduction du rôle de l'État dans l'économie, et la promotion de la concurrence et de l'individualisme. Cette logique vise à transférer certaines fonctions publiques vers le secteur privé, au nom de l'efficacité et de la rationalisation budgétaire. Elle tend à considérer les citoyens comme des acteurs économiques responsables de leurs propres risques.

sans ouvrir de véritable transition. Dès les premiers mois, une fracture est apparue parmi les Syriens. D'un côté, certains estiment qu'il faut laisser du temps au nouveau pouvoir pour se stabiliser, compte tenu de la complexité de la situation. De l'autre, ceux comme moi, considèrent qu'au contraire, c'est précisément maintenant qu'il faut négocier des espaces de liberté : liberté d'expression, garanties judiciaires, cadre institutionnel clair pour une transition politique. Or, pour l'instant, il n'y a ni loi sur le multipartisme, ni cadre électoral conforme à la résolution 2254³⁰. Le « dialogue national » lancé récemment n'était qu'une mise en scène, réduit à une demi-journée de discussions creuses, sans véritable volonté d'écoute. Cela donne le sentiment que le pouvoir veut simplement cocher les cases imposées par l'extérieur, pour donner l'illusion d'un tournant politique, sans changement de fond.

Sur le terrain, les faits parlent d'eux-mêmes. De nombreux juges, notamment des femmes, ont été licenciés — non pas pour faute professionnelle, mais pour des raisons politiques. Le pays reste profondément fragmenté, et la question kurde demeure irrésolue malgré des engagements symboliques. Une certaine maturité semble néanmoins exister des deux côtés, avec une volonté d'éviter l'affrontement armé. Mais personne ne dépose les armes, car la défiance reste totale. Le régime, de son côté, continue d'affirmer que l'État doit retrouver le monopole de la force et exige donc le désarmement général. Mais il se heurte à des groupes armés bien structurés, difficilement contrôlables, et qu'il est incapable de rémunérer ou d'intégrer faute d'un système fiscal clair. La collecte des impôts, le financement des infrastructures, la reconstruction de services de base : tout cela reste très incertain. Plus largement, le pouvoir actuel manque de légitimité politique. Et cette légitimité ne pourra venir que par les urnes, à travers des élections crédibles — idée à laquelle le régime semble toujours résister. Sur le plan quotidien, la vie des Syriens ne s'est pas améliorée : l'électricité est disponible à peine 30 minutes par jour, les enlèvements, les demandes de rançon, les meurtres et les violences continuent. Le pays reste enfermé dans une économie de guerre. Il existe aujourd'hui une pluralité de dynamiques et d'explications possibles sur l'origine de cette situation, mais ce qui est frappant, c'est que le pouvoir semble sourd à ces signaux d'alerte. Il reste concentré sur l'idée de « victoire », la levée des sanctions et les tournées diplomatiques internationales — mais en dehors de cela, rien ne change sur le fond. Le champ politique est toujours verrouillé, les arrestations arbitraires se poursuivent, les exécutions extrajudiciaires aussi.

Lyna Ouandjeli : Pour revenir sur la question kurde, il s'agit d'un enjeu central pour la reconstruction de la Syrie. Depuis le Printemps arabe de 2011 et la guerre contre l'État islamique, les Kurdes ont acquis une forme d'autonomie *de facto*, ainsi que des capacités militaires importantes. Des discussions ont eu lieu entre les Forces démocratiques syriennes (FDS) et Ahmed al-Charaa, aboutissant à un accord que plusieurs spécialistes ont qualifié de précipité — notamment parce qu'il est intervenu juste après le massacre d'Alaouites à Lattaquié. Par la suite, le gouvernement est revenu en arrière, créant une incertitude persistante sur ses véritables intentions, d'autant plus que Hayat Tahrir al-Cham (HTC) adopte une position inflexible sur cette question. Une intégration des Kurdes au sein de l'armée syrienne est envisagée, mais une question de fond reste posée : accepteront-ils réellement de déposer les armes ? Et donc, comment l'administration d'Ahmed al-Charaa compte-t-elle intégrer les revendications politiques, culturelles et linguistiques des Kurdes dans un nouveau contrat social syrien ?

³⁰ **Note de l'éditeur** : La résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies est adoptée à l'unanimité en décembre 2015. Elle a pour objectif d'appeler à un cessez-le-feu et à une résolution politique du conflit en Syrie. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Résolution 2254 [sur la situation en République arabe syrienne]*, 18 décembre 2015. Disponible via le lien suivant : [https://docs.un.org/fr/S/RES/2254\(2015\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/2254(2015))

Akram Kachee : Parmi les éléments que vous avez évoqués, la question du contrat social apparaît comme centrale. Or, celui-ci ne semble pas constituer une priorité pour le nouveau gouvernement, qui adopte plutôt une logique hobbesienne, selon laquelle un souverain doit concentrer un pouvoir absolu. Fort de sa position de vainqueur, il tente d'imposer cette vision. La question kurde demeure à la fois cruciale et complexe. Aujourd'hui, les Kurdes se trouvent face à des choix difficiles. D'un côté, ils sont confrontés à des groupes comme l'Armée nationale syrienne, composée en partie de membres de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), entraînés et affiliés à la Turquie. Ces groupes, présents dans le nord de la Syrie, empêchent la continuité territoriale du Rojava et reçoivent l'ordre d'Erdogan de bombarder régulièrement les positions kurdes pour les contraindre à déposer les armes. De l'autre côté, Ahmed al-Charaa adopte une position divergente. Il a engagé un dialogue avec les Kurdes, une initiative que rejette fermement Ankara. Par ailleurs, le chef historique kurde Abdullah Öcalan a annoncé une révision de la doctrine de la violence, en appelant à la reddition des armes. Il laisse ainsi le PKK sans ligne directrice claire. Si le centre de gravité idéologique du mouvement en Turquie évolue, il n'est pas possible de maintenir indéfiniment les positions actuelles.

Le dialogue entre les Kurdes et l'administration de Charaa a néanmoins été freiné par le massacre des Alaouites, un événement marquant. Pour les Kurdes, un engagement sincère dans un processus de réconciliation ne peut avoir lieu que dans un cadre démocratique et dans le respect de l'État de droit. Or, ils constatent une impunité persistante : des crimes commis contre des Alaouites³¹ ayant pourtant déposé les armes restent sans suite, et les responsables continuent d'agir librement. Par ailleurs, les Kurdes gèrent encore des camps ouverts où sont détenus d'anciens djihadistes, sans solution claire concernant la décentralisation, la question des armes, la lutte contre le djihadisme, ou encore le partage des ressources — notamment pétrolières. À ce sujet, Ahmed al-Charaa a proposé un partage à 50/50, tandis que les Kurdes estiment cette répartition prématurée et suggèrent plutôt une part de 10 à 15% pour commencer. Les discussions avancent progressivement, abordant des sujets tels que l'économie et l'énergie. Chaque étape repose sur l'observation du comportement du régime et sa capacité à modifier sa doctrine. Mais si ce dernier poursuit sur la voie de la recentralisation autoritaire, cela risque d'alimenter à nouveau des dynamiques de radicalisation.

Lyna Ouandjeli : Il y a quelques jours, Damas a subi des attaques terroristes de Daech contre le gouvernement qui ont été revendiquées un peu plus tard. Comment interpréter la dernière attaque de Daech contre une position gouvernementale : signe de résurgence ou acte isolé ? Et donc, le gouvernement al-Charaa a-t-il une stratégie de contre-insurrection différente de celle du régime Assad, notamment en matière de droits humains et de coopération locale ?

Akram Kachee : Très bonne question. La stratégie de déradicalisation par le haut engagée par Ahmed al-Charaa montre qu'il a su s'imposer grâce à un appareil de sécurité solide, discipliné et centralisé, ce qui lui a permis de collaborer efficacement avec certains pays, notamment la France et les États-Unis, sur la question des combattants étrangers. Les services de renseignement américains et turcs ont salué sa finesse, son intelligence et son pragmatisme. Il a compris qu'il devait se doter d'une capacité de nuisance suffisante pour devenir un interlocuteur incontournable, en forçant ainsi l'ouverture de négociations. Cette capacité de nuisance repose sur le contrôle du terrain, qui implique non seulement des ressources économiques permettant de verser les salaires, mais surtout une emprise sécuritaire efficace. C'est dans ce cadre qu'il a fourni des informations clés aux services occidentaux sur la

³¹ **Note de l'éditeur** : Fabrice Balanche, « Géographie du massacre des alaouites », *Conflits – Revue de Géopolitique*, 24 mars 2025. Disponible via le lien suivant :

<https://www.revueconflits.com/geographie-du-massacre-des-alaouites/>

localisation d'Abou Bakr al-Baghdadi, de cadres d'al-Qaïda et d'anciens membres de l'État islamique, conduisant à des frappes de drones et des assassinats ciblés. Depuis qu'il a adopté cette ligne de déradicalisation par le haut, il a dû faire face à des résistances internes. Certains proches l'ont accusé de trahir les principes du mouvement, ce qui l'aurait conduit à éliminer certains de ses anciens alliés. S'il semble prêt à faire preuve de souplesse à l'égard de la plupart des groupes armés, il reste intransigent envers l'État islamique, une exigence également formulée par ses partenaires internationaux.

Cependant, cette posture entraîne une dynamique ambivalente : elle alimente à la fois un rejet et une suspicion, notamment en raison de sa collaboration perçue avec les services étrangers. Sa légitimité repose aujourd'hui davantage sur des mécanismes de clientélisme que sur une adhésion politique réelle, ce qui rend sa position fragile et instable. Il s'agit d'une forme de gouvernance que l'on peut qualifier de "gestion de l'équilibre" : il fait valoir que son maintien au pouvoir évite un scénario encore plus chaotique. Dans ce contexte, la résurgence de poches de l'État islamique rappelle la situation de l'Irak en 2003. L'absence d'un processus clair d'intégration politique et la répétition des erreurs de la stratégie américaine — notamment sur la gestion de la question identitaire et communautaire — contribuent à alimenter l'instabilité. Contrairement au Liban, la Syrie ne dispose pas d'un système communautaire institutionnalisé. Al-Charaa tente pourtant d'en créer un en se posant comme le représentant d'une minorité face à un système de majorité, ce qui est un contre-sens. Car en Syrie, le clivage n'est pas uniquement confessionnel : il est aussi social, économique, politique et régional. Réduire les tensions à une simple grille communautaire est une erreur d'analyse. Cela mène à des visions segmentées, comme celle d'une partition du pays en trois zones — une logique qui a déjà échoué en Irak.

Aujourd'hui, Al-Charaa semble vouloir institutionnaliser le communautarisme en s'appuyant sur des figures traditionnelles : notables, imams, cheikhs, patriarches... Mais cette stratégie pourrait ouvrir la voie à de nouvelles dynamiques dangereuses, et entraîner la Syrie dans un virage périlleux de son histoire.